

2 septembre 2009

**RECOMMANDATIONS DES NATIONS-UNIES AU PÉROU :
"PAS D'EXPLOITATION PÉTROLIÈRE
SANS LE CONSENTEMENT DES INDIENS"**



L'exploitation pétrolière sur les territoires indigènes est à l'origine d'un mouvement général de protestation. ©David Dudenhofer

Les Nations-Unies ont recommandé au gouvernement péruvien d'interdire toute exploitation pétrolière ou gazière sur les territoires des Indiens sans 'leur consentement informé'.

Si le gouvernement tenait compte des recommandations des Nations-Unies, aucune exploitation pétrolière ne serait tolérée dans les régions amazoniennes habitées par des [Indiens isolés](#), puisque ces derniers ne peuvent donner leur consentement. C'est ce que demandent depuis longtemps les organisations indigènes, [Survival](#) et bien d'autres.

Cette recommandation a été formulée dans le rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CEDR), publié lundi. Une délégation du gouvernement péruvien et plusieurs organisations péruviennes ont été entendues par le CEDR lors de sa soixante-quinzième session qui s'est tenue à Genève du 3 au 28 août dernier.

LE CEDR a exprimé sa préoccupation face aux 'graves tensions dans le pays qui ont abouti à un déchaînement de violence générée par l'exploitation des ressources du sous-sol des territoires traditionnels des peuples indigènes'.

Le Comité a également exhorté le Pérou à 'mettre en œuvre de toute urgence une commission indépendante chargée d'une enquête approfondie, objective et impartiale', incluant une représentation indigène, sur [le conflit qui a fait plus de trente morts parmi des policiers et des civils à Bagua](#), au nord du Pérou.

Le rapport périodique du Pérou sur les mesures prises pour se conformer aux dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale a été sévèrement critiqué par les ONG péruviennes. Le CEDR a demandé au gouvernement de lui fournir des informations sur un certain nombre de

questions qui n'avaient pas reçu de réponse, telles que les mesures prises pour assurer la protection des droits des Indiens isolés et les commentaires controversés du président Garcia dans un quotidien péruvien.

Stephen Corry, directeur de Survival International, a déclaré aujourd'hui : "Nous exhortons le président Garcia à mettre un terme définitif à sa politique de morcellement de l'Amazonie sans le consentement des peuples qui y vivent."